

## **« Ce n'est pas aux peuples et aux travailleurs de payer la crise, mais aux capitalistes ! »**

Déclaration de la Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne du 3 avril 2009 à Strasbourg

samedi 18 avril 2009, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 3 avril 2009).

Les prochaines élections européennes auront lieu dans la pire situation de crise qu'ait connue le capitalisme depuis 1929. Économique, sociale, financière, bancaire, alimentaire, climatique, il s'agit d'une crise globale, généralisée.

Une fois de plus, les classes dominantes veulent faire payer la crise aux travailleurs, aux peuples. Les gouvernements ont donné des centaines de milliards aux banques, mais en même temps des millions de licenciements s'abattent sur les salariés. Le chômage explose. Le pouvoir d'achat des salariés baisse. Les destructions des services publics continuent.

*« Ce n'est pas aux peuples et aux travailleurs de payer la crise, mais aux capitalistes ! »*

Cette politique des institutions de l'Union Européenne a été rejetée par le vote « Non » de France, des Pays-Bas et d'Irlande.

Nous rejetons les plans des gouvernements de l'UE qui sauvent les banques et pas les peuples. Nous proposons un plan d'urgence social et démocratique :

- \* Pas de licenciements ! Un emploi stable et garanti avec un salaire décent pour toutes et tous !
- \* Pour une augmentation des salaires et des revenus des travailleurs, sans emploi et retraités de chaque pays d'Europe !
- \* Harmonisation des droits sociaux vers le haut dans toute l'Europe : salaire minimum, réduction du temps de travail sans perte de salaire, retraites et sécurité sociale ! Pour une coopération européenne dans le développement de la protection sociale des chômeurs, des pauvres et des retraités !
- \* Pour la défense et l'extension des services publics, à l'échelle de toute l'Europe, d'un système public de santé garantissant l'égalité d'accès aux soins, d'un service public d'éducation assurant le retrait des réformes de Bologne !
- \* Pas de financements des déficits et faillites bancaires, pour la création d'un système bancaire et financier public unifié sous un contrôle public et populaire ! Pour l'éradication des paradis fiscaux ! Les pays d'Europe doivent donner l'exemple en liquidant les paradis fiscaux localisés sur leur territoire qui couvrent les deux tiers des transactions de l'ensemble des paradis fiscaux à l'échelle internationale !
- \* Pour l'annulation de la dette du tiers monde !
- \* Pour la défense des sans papiers et l'égalité des droits de tous les résidents en Europe, « nationaux » ou originaires d'un pays étranger ! Pour la régularisation des sans papiers !

\* Pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ! Pour les droits des femmes, le droit à l'avortement libre et gratuit !

\* Pour les droits des LGBT et l'égalité des droits pour les couples hétérosexuels et homosexuels !

\* Pour une Europe écologique, pour lutter efficacement contre le changement climatique, il faut un service public de la production et la distribution de l'énergie sous le contrôle des salariés et des consommateurs et développer des services publics des transports et du logement !

\* Pour l'annulation de toutes les lois antiterroristes et de toutes les procédures d'exception !

\* Non à la guerre ! Dissolution de l'OTAN et de toutes les instances militaristes européennes ! Retrait des troupes étrangères d'Irak et d'Afghanistan. Retrait de l'armée israélienne de Cisjordanie ! Fin du blocus de Gaza ! Reconnaissance de tous les droits nationaux du peuple palestinien !

Dans ces conditions, et en tenant compte des particularités de chaque pays, nous nous engageons à construire une opposition coordonnée et unitaire contre les attaques patronales et gouvernementales et en même temps à créer les conditions d'une alternative politique et d'un pôle anticapitaliste qui s'appuie sur les mobilisations populaires, défende une Europe au service des travailleurs et des peuples, et refuse tout soutien ou participation à des gouvernements avec le social libéralisme des partis sociaux-démocrates ou du centre gauche.

Il s'agit en effet de rompre avec le capitalisme et sa logique. Dans ce sens, la gauche anticapitaliste européenne inscrit ces objectifs dans la perspective d'une lutte pour un socialisme du 21<sup>e</sup> siècle, reprenant le débat sur les questions d'une nouvelle répartition des richesses, de la propriété et de la démocratie.

C'est sur cette base, et au delà des possibilités et des choix de chaque organisation, que nous comptons intervenir, pour défendre nos propositions politiques, lors des prochaines élections européennes.

*Signataires :*

**Allemagne** : internationale sozialistische linke (Gauche socialiste internationale), Revolutionär Sozialistischer Bund (Ligue révolutionnaire socialiste)

**Angleterre et Pays de Galles** : Socialist Party (Parti socialiste)

**Belgique** : Ligue communiste révolutionnaire, Parti socialiste de lutte

**Écosse** : Scottish Socialist Party (Parti socialiste écossais)

**État Espagnol** : Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste)

**France** : Nouveau Parti Anticapitaliste

**Grande-Bretagne** : Socialist Workers Party (Parti socialiste des travailleurs)

**Grèce** : Antarsia (Coalition anticapitaliste), et les organisations DEA, KEDA, KOE, Kokkino, Roza, Xekinima de Syriza (Coalition de la gauche radicale)

**Italie** : Sinistra critica (Gauche critique)

**Pologne** : Polska Partia Pracy (Parti polonais du travail)

**Portugal** : Bloco de Esquerda (Bloc de gauche)

**Suède** : Socialistiska Partiet (Parti socialiste)

**Suisse** : Gauche Anticapitaliste, Mouvement pour le Socialisme, Solidarités

L'Interventionistische Linke (Gauche interventionniste) d'Allemagne et le POR d'Espagne n'ont pu participer à la réunion et ont envoyé des messages de solidarité.